

De quoi la crise politique de l'été est-elle révélatrice pour les organisations syndicales ?



Cette fiche d'actualité est destinée aux militants en formation à l'Ecole syndicale de Bruxelles, afin de les aider à mieux comprendre certaines questions d'actualité et leurs enjeux syndicaux. L'Ecole syndicale de Bruxelles est un projet de la Centrale culturelle bruxelloise (asbl) avec le soutien de la FGTB de Bruxelles, du Centre d'Education populaire André Genot (CEPAG asbl) et du Service d'Education permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

*Si la tentative du CdH de renverser la majorité politique à Bruxelles a échoué, une étape a été franchie cet été, en Wallonie, avec la formation du nouveau gouvernement régional 'orange-bleu' : les majorités politiques du nord et du sud du pays s'unifient à droite et s'alignent sur un même projet néo-libéral. Conséquence : la Région de Bruxelles-Capitale est devenue, paradoxalement, un « **petit village gaulois** » d'irréductibles cosmopolites... Bruxelles pourrait bien devenir le dernier bastion de la résistance politique à la « révolution » ultra-libérale en œuvre, au Fédéral et en Flandre depuis 2014, et depuis cet été, en Wallonie. Côté Fédération Wallonie-Bruxelles, sa cogestion par des majorités régionales diamétralement opposées pourrait bien consacrer sa faillite¹. Rien n'assure, pour autant, que la / les gauches bruxelloises et leurs projets résisteront aux élections de 2019 : le risque est bel et bien réel de voir émerger, à ce moment, des majorités de droite homogènes à tous les niveaux de pouvoir, armées de pouvoirs spéciaux et se chargeant de terminer la déconstruction de nos acquis sociaux. Avec les conséquences connues que l'émergence de ce type de majorité a sur le devenir des travailleurs, comme l'atteste la politique actuellement menée au niveau fédéral...*

Cette évolution politique est particulièrement inquiétante pour l'avenir. Comme décryptée lors du Conseil syndical organisé, le 4 octobre 2017, par l'Ecole syndicale de Bruxelles, il est important de ne pas en sous-estimer les répercussions pour les travailleurs, dans un contexte difficile de mobilisation générale contre les mesures du gouvernement fédéral et d'interrogation sur l'avenir même du syndicalisme...

¹. Une telle déroute de la Fédération Wallonie-Bruxelles pourrait engager la Belgique dans la voie du confédéralisme. N'oublions jamais que le fédéralisme belge s'est construit grâce à cette innovation institutionnelle, un peu surréaliste, des entités communautaires, attachées aux personnes et transcendant les frontières régionales. La mort clinique de la Fédération pourrait provoquer une sorte de séisme institutionnel, dont on sous-estime les conséquences, sans parler du prix à payer, à terme, par les Bruxellois, lorsqu'ils devront financer seuls les écoles, les universités et les hôpitaux situés sur leur territoire régional...

1. La droite en marche !

Avec l'orientation « jobs-jobs-jobs » du nouveau gouvernement wallon et les importantes mesures fédérales également prises « au nom de la création d'emplois », le Mouvement Réformateur sort gagnant, dans les médias. Le « Kamikaze Michel », comme se plaisaient certains à le dépeindre en début de législature, pourrait bien arriver *revigoré* au terme de sa mission à la tête de l'Etat avec, à son « actif », d'importants reculs sociaux ! Bref, une répétition du scénario de la reconduction du gouvernement Martens-Gol (1985) est tout sauf invraisemblable. Nous aurions alors, au lendemain des élections de mai 2019, un gouvernement fédéral « Michel II », appuyé par des majorités de droite homogènes dans les trois régions, armées de pouvoirs spéciaux pour continuer à déconstruire les conquêtes sociales. Il n'est, en effet, pas certain que le « petit village gaulois » bruxellois résistera à cette lame de fond libérale, qui traverse les démocraties européennes. Même si les sondages d'opinion ne traduisent pas (encore) un brutal basculement à droite de l'électorat francophone, rien ne permet d'écarter cette hypothèse : la mobilisation des travailleuses et des travailleurs contre cette perspective sera déterminante, au cours des prochains mois, en Flandre et en Wallonie, mais aussi à Bruxelles, ville-région sous haute tension et pivot politique et social du pays.

2. Les faiblesses de la réaction populaire

En 2014, les réactions citoyennes et syndicales ne sont pas fait attendre lors de l'installation du gouvernement fédéral MR-NVA. Société civile et syndicats sont entrés en action, dès l'automne. Malgré de beaux succès de masse, la mobilisation populaire n'a pas réussi à infléchir grand-chose de la politique gouvernementale. Immanquablement, faute de résultats, elle risque donc de faiblir. L'enjeu, pourtant, demeure, de convaincre les travailleuses et les travailleurs de réagir massivement, à hauteur des attaques : ne sont-ils pas les premiers touchés par les atteintes aux droits sociaux et à la sécurité sociale ?

Les mouvements citoyens (Hart Boven Hard, Tout Autre Chose, Alter Summit, Acteurs des temps présents, D19-20, ...) ont tenté de porter, aux côtés des syndicats, la voix d'alternatives citoyennes et le rejet de l'austérité et du chacun pour soi. Ils cherchent un nouvel élan, en s'alliant aux autres forces vives entrées en résistance, comme les mutuelles ou une certaine magistrature, également affectées par les politiques fédérales².

De leur côté, les organisations syndicales ajustent leurs stratégies et relancent des plans d'action. Elles s'interrogent sur les changements profonds qui traversent la société, la société urbaine en particulier. Elles font tout pour proscrire un acquiescement populaire aux prophéties libérales et aux régressions sociales qu'elles engendrent...

². A l'initiative de la plateforme citoyenne *Tout Autre Chose*, un collectif de groupes et d'organisations s'est constitué, à l'été 2017, pour lancer une campagne nationale (bilingue) de communication et de mobilisation, clairement opposée au gouvernement MR-NVA et à ses politiques. Nom de code : *Tam Tam*. L'intention partagée est de mener une campagne anti néolibérale efficace en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie d'ici fin 2018, basée sur l'existence d'alternatives crédibles (sous forme de propositions réalisables) et reposant sur une critique argumentée de la pénétration généralisée des idées et des pratiques néolibérales. *Tam Tam* regroupe en son sein des acteurs du monde de la culture, de la justice, de la santé, des professeurs d'universités, des chercheurs, des responsables syndicaux et mutuellistes, ainsi que des militants associatifs (féministes, écologistes, étudiants, de lutte contre la pauvreté,...)...

3. Les risques de rupture

Ces vives tensions politiques et sociales sont révélatrices de ruptures futures, qui pourraient compromettre l'action syndicale, à plus longue échéance. Trois risques de rupture se dessinent aujourd'hui.

3.1. Une rupture entre l'organisation syndicale et les jeunes

Les effets cumulés, dans une Ville cosmopolite, des exclusions du chômage, de la précarité croissante du travail chez les Jeunes et de la poursuite des discriminations à l'embauche risquent bien d'avoir pour effet cumulé, d'ici une dizaine d'années, qu'une partie importante des travailleurs et des travailleuses de cette Région tireront de leurs expériences de travail (et/ou de non-travail) un profond sentiment d'insécurité sociale (et d'inégalité de traitement). Le risque majeur, pour les organisations sociales, est de ne plus être perçues comme de véritables « boucliers sociaux ». En réalité, dans un tel contexte d'inégalités, les jeunes sont nombreux à n'avoir pour perspective de subsistance que de travailler aux marges de la société, dans l'économie informelle ou, au mieux, dans ces petites entreprises de services où l'organisation syndicale ne pénètre que difficilement (et où les travailleuses et les travailleurs sont donc, assez souvent, livrés à eux-mêmes). Ils enchaînent alors les périodes de travail et de non-travail. Privés de revenus suffisants, leurs droits les plus élémentaires leur sont déniés, en termes d'accès à un logement décent, à l'énergie, à la santé, aux loisirs, ... A tous ces Jeunes, qui formeront, dans 10 ans, les forces vives de notre région, n'apparaît pas d'emblée leur commune condition avec l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, ce qui ne manque pas de mettre à mal leur désir d'appartenance à des collectifs, quels qu'ils soient...

On le voit, le déploiement de nouvelles forces syndicales est désormais urgent, aux marges du marché de l'emploi, dans cette « nouvelle » économie de la débrouille et de l'embrouille, dans ces quartiers populaires où bon nombre de Jeunes cherchent à se construire un avenir, aujourd'hui cantonné à des *expédients*...

3.2. Une rupture entre la gauche et le monde du travail

L'essor de l'économie de service soumet les travailleurs et les travailleuses bruxellois à des conditions de travail de plus en plus rudes qui se rapprochent, à bien des égards, des conditions d'exploitation des ouvriers de l'ère industrielle. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, la classe ouvrière n'est pas morte, même si elle abandonne, partiellement, les habits de l'industrie, pour revêtir ceux des services. Il reste donc à l'organiser face aux nouvelles formes d'exploitation capitaliste, propres à l'économie de services, que nous pouvons identifier au travers de ce « capitalisme sans entreprise » (et donc... sans syndicat), que représentent les boutiques de masse, les entreprises-réseaux et les plateformes numériques³.

³. Avec l'économie de services et la révolution numérique, le modèle dominant de l'entreprise intégrée évolue, désormais, vers un modèle d'entreprise organisée en *réseau*. Alors que la concentration capitaliste se poursuit les grandes entreprises se fragmentent, par le jeu des contrats de sous-traitance, en une nébuleuse de plus petites entités, distinctes, interdépendantes et hiérarchisées. Le pouvoir de l'employeur est alors dilué entre différentes unités d'exploitation. Avec ces entreprises-réseau, le capital garde bien sûr la maîtrise de la chaîne de valeur, pour accaparer les plus-values du travail. On assiste alors à l'émergence d'un « capitalisme sans entreprise », dont les 'boutiques de masse' sont l'expression la plus visible, à Bruxelles. En effet, de grandes multinationales de la distribution font désormais du commerce de masse via de petites boutiques, en reportant sur des franchisés le soin d'exploiter la main-d'œuvre au mieux de leurs intérêts (type *Carrefour Express*). Les plateformes numériques, dites « collaboratives », procèdent, en somme, de la même dynamique, en poussant plus loin encore ce processus de dissolution de l'entreprise, avec le recours à de faux travailleurs indépendants, à l'instar de la société de livraison de repas Deliveroo. Ces évolutions entravent l'action syndicale. Ces cyclistes, qui sillonnent nos rues, le soir, sont devenus la forme emblématique de ces nouvelles formes, éhontées, d'exploitation du travail...

Les partis de gauche, traditionnels relais politiques des travailleuses et des travailleurs, ne semblent pas avoir pris encore toute la mesure de cette insécurité sociale grandissante. En France, face au néo-libéralisme, la gauche gouvernementale a clairement démissionné sur le plan économique. En prônant, lors des dernières élections présidentielles, la supposée raréfaction du travail et l'allocation universelle, elle a proclamé, au mépris du monde du travail, que ce n'est plus désormais le *travail* mais le *capital* qui crée les richesses ! Elle s'est, par contre, fortement mobilisée sur des questions relatives aux minorités culturelles (le mariage pour tous, les discriminations positives, la reconnaissance des transgenres, ...). Quoique fondamentales, ces questions d'ordre éthique y ont été mises en exergue au détriment des combats à mener contre l'inégalité et l'exploitation économique grandissantes des travailleurs. Les composantes des classes populaires qui ne se sentent pas directement concernés n'en perçoivent pas clairement les motivations légitimes et se sentent délaissées, incomprises, par les forces politiques de gauche. Cette insécurité culturelle décuple le sentiment, bien réel, d'insécurité sociale. Cette rupture divise les travailleurs et nuit à leur capacité d'établir un rapport de forces, sur les plans politique et syndical.

Bien entendu, la défense des minorités a toute son importance, particulièrement à Bruxelles, ville cosmopolite, ouverte sur la diversité du monde. L'égalité de traitement entre hommes et femmes demeure, tout autant, un combat syndical de premier ordre. Mais cette défense n'est pas mobilisatrice, voire même « audible », pour un grand nombre de travailleurs et de travailleuses, si elle n'est pas replacée dans le contexte, global, des inégalités économiques et sociales, si elle n'est pas couplée à un traitement *en profondeur* de la question sociale du travail et de la redistribution des richesses.

Au risque de disparaître, comme le PS français, un repositionnement des partis de gauche sur la question du *travail* est indispensable, ouvrant de réelles perspectives d'émancipation sociale à la grande masse des femmes et des hommes qui n'ont que leur force de travail pour subvenir à leur sécurité d'existence. La force du contre-pouvoir syndical doit les y amener, en balisant la question sociale du travail, au regard des mutations de l'économie urbaine, en termes de sécurité sociale et de droit du travail.

3.3. Une rupture entre les 'élites' et les classes populaires

Les politiques publiques tendent aujourd'hui à réduire l'égalité des droits à la seule égalité des chances. Elles incorporent aussi, paradoxalement, via la promotion de la « diversité », les ingrédients des divisions identitaires des travailleurs, opposant les différentes composantes des classes populaires : les hommes contre les femmes, les travailleurs autochtones contre les travailleurs d'origine étrangère, les nationaux contre les migrants, les travailleurs stables contre les travailleurs précaires.

Les inégalités sociales pourront alors être dévoyées en termes d'insécurité culturelle pour les uns, de violence identitaire pour les autres, creusant ainsi le lit du fascisme et de l'extrême-droite. Le Brexit, l'élection de Trump ou la montée en puissance des partis d'extrême-droite en Europe traduisent une telle rupture avec les classes laborieuses, dont une frange croissante est désormais tentée, par dépit, par le « populisme », voire l'autoritarisme. Ces forces réactionnaires ont pour ambition, au nom de leurs prétendus liens directs avec le « peuple », sacralisé, de supprimer les corps intermédiaires comme les organisations syndicales, les mutuelles et autres organisations non gouvernementales...

4. En quête des classes populaires⁴

Au cours du siècle précédent, la classe ouvrière a permis, par son action collective dans les grandes entreprises, les grandes avancées sociales auxquelles la classe dominante s'attaque aujourd'hui : le droit collectif du travail, la sécurité sociale, l'état social de services publics. Le mouvement ouvrier et leur fer de lance : les organisations syndicales, ont permis aux travailleurs d'intérioriser la position qu'ils occupent dans l'espace social et de s'engager dans des rapports conflictuels, en se dotant d'un propre espace d'entraide et de solidarité, de marges d'action, pour construire une vision du monde propre, contestant les définitions dominantes de la société. Avec la désindustrialisation et la déconcentration du travail, cette classe de travailleurs très conscients de sa force collective perd de son hégémonie qui, très longtemps, a fédéré les autres groupes dominés, donnant à l'ensemble des classes populaires une identité forte et homogène.

La perte de la centralité de la classe ouvrière et l'effacement de l'horizon révolutionnaire qu'elle portait créent un vide démobilisateur. L'affaiblissement des solidarités ouvrières et la dispersion des travailleurs remettent en cause *« la capacité des classes populaires à se constituer en force sociale, à se doter de collectifs stables, capables de s'organiser et se mobiliser ensemble, susceptibles de produire des visions du monde ou une intelligibilité de leur présent qui leur appartient »*⁵.

Les classes populaires doivent donc « se reconstruire », comme identité unificatrice et comme force d'actions collectives, dans les nouvelles formes de conflictualité de la société urbaine : dans leurs rapports conflictuels au travail, qui se précarise, mais aussi dans leurs rapports conflictuels au territoire, autour de la dégradation de leurs conditions de vie et d'habitat et dans leur confrontation à cet Etat qui, sous l'emprise libérale, est de plus en plus incapable de garantir l'égalité des droits et la sécurité d'existence à tous et toutes. Ces nouvelles formes de conflictualité offrent autant de possibilités d'identification (et d'association large et transversale de ce qui est aujourd'hui dispersé au sein des classes populaires).

Pour rétablir le rapport de forces avec le capital, l'identification et l'adhésion des classes populaires aux organisations syndicales est indispensable. Pour ce faire, les travailleurs, dans leurs différentes composantes (hommes, femmes, travailleurs précaires, travailleurs stables, belges, immigrés, ...) doivent se reconnaître dans des revendications syndicales qui font cause commune. En outre, ils doivent se sentir représentés et pouvoir s'impliquer activement dans la conduite de l'action, via la démocratie syndicale.

⁴. « En quête des classes populaires. Un essai politique », Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Henri Eckert, Denis Merklen, La Dispute, Paris, 2016

⁵. Op cit, page 9.

Il y a urgence. Sans alternatives ni ressorts d'action probants, le désarroi des classes populaires irait grandissant. Les tentations populistes de droite sont fortes, tant les travailleurs se sentent insécurisés socialement et culturellement, déroutés par l'absence d'alternatives « joyeuses » aux passions « tristes » du libéralisme, qui encensent le sacrifice, l'individualisme et la loi du plus fort...

Syndicats, mutuelles, mouvements associatifs et citoyens, partis de gauche doivent s'atteler à cette reconquête des classes populaires autour d'un **projet de société urbaine qui soit un contre-populisme anticapitaliste** et, pour ce faire, « *créer des fabriques d'idées dont le rôle est d'opérer la médiation entre les organisations (partis, syndicats, associations, ...), les cadres (universitaires, responsables, etc.) et les médias et l'opinion publique* »⁶. C'est le défi des mouvements sociaux à Bruxelles. **Le devenir populaire de Bruxelles** ne se fera que par la rencontre entre toutes les gauches, syndicales, mutuellistes, politiques, associatives et citoyennes autour d'un tel projet de société fédérateur, avec pour ambition commune, à l'échéance électorale de 2019, de détourner l'opinion des tentations populistes et néo-libérales. Tout n'est évidemment pas perdu : ensemble, on est plus forts !

Références bibliographiques :

- « *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français* », Laurent Bouvet, Fayart, 2015.
- « *En quête des classes populaires. Un essai politique* », Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Henri Eckert, Denis Merklen, La Dispute, Paris, 2016.
- « *Petit manuel de contre-populisme. 11 thèses pour sortir du mur* », Edouard Delruelle, document polycopié, Liège, 2017.
- « *Populisme : le grand ressentiment* », Eric Fassin, Textuel, Paris, 2017.

6 . Comme Edouard Delruelle est venu le proposer, un soir d'avril 2017, à l'Ecole syndicale de Bruxelles.